

GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

A dater du 7 nivose an 8, les Actes du Gouvernement et des Autorités constituées, contenus dans le MONITEUR, sont officiels.

N° 19.

MARDI, 19 Janvier 1808.

EXTÉRIEUR. ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

Boston, le 30 novembre.

(Extrait d'une lettre particulière.)

L'ARRÊTÉ pris par le congrès, le 23 de ce mois, pour interdire aux vaisseaux de la Grande-Bretagne l'entrée dans les ports des Etats-Unis, est une sorte de témoignage rendu aux sentiments de tous les citoyens de l'Union, depuis les provinces du Nord jusqu'à la Géorgie. Il a été reçu avec un véritable enthousiasme, et toutes les personnes versées dans les connaissances des relations commerciales des deux pays, sont convaincus que cet arrêté attaque jusques dans ses fondemens l'existence de l'Angleterre.

Depuis plusieurs années, nous consommons les deux tiers des produits de ses manufactures. Nous lui avons encore payé, en 1807, 11 millions sterling; ce qui fait presque les deux tiers de 18 millions sterling, total des exportations de ses manufactures. Ce commerce alimente six millions d'ouvriers qui vont être réduits à une misère affreuse. La situation d'une portion aussi considérable de la population d'Angleterre, est peu faite pour tranquilliser le ministère britannique.

(Gazette de France.)

ESPAGNE.

Cadix, le 18 novembre.

Un aspirant du vaisseau de S. M. I. et R. l'*Algésiras*, a sauté la semaine dernière, en se jetant à la mer tout habillé et en bottes, un matelot espagnol tombé dans le port, vers un endroit que la multiplicité des embarcations et des amarres rendait périlleux, et où un autre matelot s'est noyé. Cet aspirant se nomme M. Grandin.

RUSSIE.

Petersbourg, le 20 décembre.

Avant-hier est arrivé dans cette ville M. de Caulaincourt, ambassadeur de France; il sera, dit-on, présenté demain à S. M. l'Empereur.

— M. le chambellan, comte de Creptowitsch, et M. le colonel d'Arseniew, se sont battus dernièrement en duel, au sujet d'une demoiselle de distinction, douée des qualités les plus aimables, et dont ils se disputaient la main. M. le comte de Creptowitsch avait été préféré. Son rival furieux, qui prétendait avoir plus de droit parce qu'il avait fait les premières démarches, lui proposa un duel, qu'il accepta. En vain voulut-on représenter au colonel d'Arseniew que, dans cette affaire, toutes les chances étaient contre lui; il se montra implacable, et déclara qu'il n'y avait que le sang de son ennemi qui pût l'apaiser. C'était à M. de Creptowitsch à tirer le premier, il tua son adversaire du premier coup.

— La rivière étant couverte d'une glace très-épaisse, la communication est rétablie entre les différentes parties de la ville.

(Gazette de France.)

GRAND-DUCHÉ DE VARSOVIE.

Varsovie, le 31 décembre.

S. A. le prince Joseph Poniatowski, ministre de la guerre, en mettant à l'ordre du jour de l'armée le décret du roi pour la distribution générale des croix de l'Ordre militaire de Pologne, a adressé aux soldats la proclamation suivante :

« Soldats !

« Lorsque le premier guerrier du Monde et des siècles, le GRAND-NAPOLEON, après avoir terminé glorieusement une guerre, qui laisse à l'humanité l'espérance d'une paix inaltérable, a prononcé ces mots si flatteurs pour la nation qu'il venait de relever de sa chute : *Je suis content de l'armée polonaise*; S. M. le roi, notre maître, voulant lui donner de son côté, une marque publique de son estime et de sa satisfaction, a étendu pour cette fois la récompense de la croix militaire sur toute l'armée, en décorant tous les généraux, les colonels, les majors et les officiers, sous-officiers et soldats, dans les états-majors et dans les corps qui l'ont le mieux mérité. C'est une récompense destinée aux vertus militaires, et en même-temps une marque d'honneur et de noblesse qui, comme

l'honneur même, ne peut souffrir aucune atteinte. En la recevant de votre roi, songez que vous contractez le devoir sacré d'en prouver le prix par votre mérite, et de servir d'exemple par-tout où la patrie vous appellera, à ceux à qui le sort a refusé l'occasion de se signaler, et qui sont dans l'attente des événements où ils pourront mériter cette haute distinction, et cette gloire dont vous êtes couverts, et dont le ministre qui la partage avec vous, vous félicite aujourd'hui.

(Journal de l'Empire.)

ROYAUME DE WESTPHALIE

Cassel, le 7 janvier.

Le Moniteur westphalien annonce la division suivante du royaume de Westphalie :

Il y aura dans le royaume huit départemens.

Le 1^{er}, celui de l'Elbe, se compose de la plus grande partie du duché de Magdebourg, etc.; sa population est de 253,000 âmes : le chef-lieu est Magdebourg.

Le 2^e, celui de la Fulda, a pour chef-lieu Cassel, et se compose d'une partie de la Basse-Hesse, des pays de Paderborn, de Corvey, de Münden, etc.; sa population est de 239,502 habitans.

Le 3^e, celui de la Harz, a pour chef-lieu Heiligenstadt, et se compose de l'Eichsfeld, des villes de Mulhausen et de Nordhausen, des principautés d'Hohenstein, de Grubenhague, de Blankenbourg, etc.; sa population est de 210,989 âmes.

Le 4^e, celui de la Leine, a pour chef-lieu Goettingue; il se compose d'une partie de la principauté de Grubenhague et des pays d'Hildesheim, de Brunswick et de Hesse, etc.; sa population est de 145,537 âmes.

Le 5^e, celui de l'Ocker, a pour chef-lieu Brunswick, et se compose de la plus grande partie du duché de Wolfenbittel et de l'évêché d'Hildesheim, etc.; sa population est de 267,878 habitans.

Le 6^e, celui de la Saale, a pour chef-lieu Halberstadt; il se compose des principautés de Blankenbourg, de Wernigerode, de Quedlinbourg, etc.; sa population est de 206,222 âmes.

Le 7^e, celui de la Werra, a pour chef-lieu Marbourg, et se compose de la Haute-Hesse, de l'Hirschfeld, etc.; sa population est de 254,000 âmes.

Le 8^e, celui du Weser, a pour chef-lieu Osnabruck, et se compose de l'évêché d'Osnabruck, d'une partie du Schaumbourg, etc.; sa population est de 334,000 âmes.

— S. M. a nommé son maréchal-des-logis, le lieutenant-colonel Zurvestein; son premier chambellan, M. le baron de Hammerstein; chambellans, MM. de Villandry et le comte de Westphalen; premier écuyer d'honneur, M. le comte de Stolberg-Wernigerode; directeur des haras, M. le Baron de Gilsa; écuyer d'honneur, M. le baron de Lepel.

Sont nommés adjudans du roi, les généraux Morio et Reubell; les colonels Salha et Girard; le lieutenant-colonel Spada-Fora; le prince de Hesse-Philpsth. M. le baron de Schele est premier chambellan de la reine; MM. d'Esterno et de Horta sont chambellans; M. de Mengersen, premier écuyer d'honneur; MM. Busch, de Maubreil, de Malsbourg, écuyers d'honneur,

Le 31 décembre, M. le prince-évêque de Corvey, M. de Gruben, évêque-suffragant d'Osnabruck, ont prêté serment entre les mains de S. M., dans la tribune de sa chapelle.

(Gazette de France.)

M. Jean de Muller a résigné la place de ministre secrétaire-d'état. C'est le mauvais état de sa santé qui lui en a fait une nécessité. S. M. lui a conféré la place de directeur-général de l'instruction publique; place qui exige un travail moins assidu que celui de secrétaire d'état.

— M. le professeur Niemeyer est nommé chancelier et recteur perpétuel de l'Université de Hall.

(Journal de l'Empire.)

ALLEMAGNE.

Francfort, le 11 janvier.

Toutes les personnes qui arrivent ici de Cassel assurent qu'on ne saurait se faire une idée du mouvement qui y règne depuis l'arrivée du roi, et de l'enthousiasme des habitans pour le nouveau gouvernement : l'affluence des étrangers est prodigieuse et s'accroît encore chaque jour au lieu de diminuer. Les deux cent cinquante députés du royaume de Westphalie, que la prestation

du serment de foi et d'hommage avait attirés dans cette capitale, s'y trouvent encore. Cette cérémonie a été extrêmement brillante. On a remarqué avec plaisir, parmi ces députés, plusieurs des savans et des écrivains les plus estimés en Allemagne. Il paraît aujourd'hui qu'outre les universités de Goettingue, de Hall et de Marbourg, celle de Helmstedt sera aussi conservée; mais celles de Rinteln et de Paderborn sont décidément supprimées.

— Beaucoup de changemens ont eu lieu dans la grande salle de spectacle de cette capitale; la loge royale entr'autres a été décorée avec beaucoup de goût. Les comédiens français de Brunswick viennent de s'établir à Cassel, où ils ont débuté par la comédie des *Deux Freres*, et par l'*Opera-Comique*. Ils joueront alternativement avec les acteurs allemands, qui ont déjà monté le *Titus* de Mozart d'une manière très-brillante.

— Les marchandises coloniales n'ont pas augmenté de prix depuis quelques semaines. Les sucres et les cafés sont au même taux : les thés seuls ont un peu haussé. On commence à recevoir de l'Allemagne septentrionale des commandes pour des vins et pour de l'eau-de-vie, le nord ne recevant plus ces approvisionnemens par mer. C'est particulièrement de Bremen et de Hambourg que sont faites ces demandes. Les cotons commencent à manquer, sur-tout ceux des Indes-Orientales et du Portugal, que l'on préfère depuis quelques années dans toutes les manufactures d'Allemagne. Ceux du Brésil sont également très-rare; et probablement il faudra bientôt en revenir aux cotons du Levant, qu'on reçoit encore ici de Trieste, et que l'on fera venir désormais à cause de la guerre maritime, par Constantinople et Vienne. On doit s'attendre que la longueur de la route fera augmenter le prix de ces marchandises.

Une chose étonnante, c'est que les épiceries n'ont éprouvé jusqu'à présent aucune hausse.

(Publiciste.)

Du 13 janvier.

L'ordonnance de S. A. E. le prince-primat relative aux Juifs, vient de paraître ici. Elle est divisée en cinq titres. Le premier traite de la Religion. La communauté juive de cette ville aura le libre exercice de la religion de ses pères et de toutes ses coutumes religieuses, dans tout ce qui ne sera pas contraire aux lois existantes. Le titre II traite de l'Instruction et des Ecoles. Le troisième, des Rapports intérieurs des Juifs. Le quatrième a pour objet le Logement, l'Industrie, le Commerce. Le cinquième traite de la Conduite des Juifs envers les Chrétiens, et de ceux-ci envers les Juifs.

(Journal de l'Empire.)

ROYAUME D'ITALIE.

Milan, le 10 janvier.

Un décret de S. A. S. le prince vice-roi, en date du 2 de ce mois, contient les dispositions suivantes :

Le port de lettre simple pour l'étranger sera de seize centimes. Le port de la lettre simple venant de provinces étrangères limitrophes sera de 28 centimes; celui de la lettre simple venant de provinces étrangères non limitrophes, sera de 40 centimes. Le prix du port des lettres destinées pour l'étranger ou qui en viennent, suivra la progression du poids établi par le décret de S. M. du 12 janvier 1807. Les droits de consigne et de port pour les groupes d'argent et paquets de marchandises, tant circulant dans le royaume que venant de l'étranger ou y allant, seront réglés selon le tarif annexé au présent décret.

On vient aussi de publier le décret rendu au quartier-général de Varsovie, le 12 janvier 1807, relatif aux nouvelles monnaies ordonnées par le décret du 21 mars 1806.

Un autre décret de S. M., du 21 décembre dernier, fixe le rapport en nombres entiers de la livre italienne avec les diverses livres ayant cours légal dans les différentes parties du royaume.

(Courier de l'Europe.)

Ce matin, MM. les conseillers-d'état Méjan, Dallegre, Polfranceschi, Aldini, Petrazzini et Febo-d'Adda ont été présentés au prince vice-roi, par S. Exc. le grand-chambellan, et ont prêté serment entre les mains de S. A. I.

(Journal de l'Empire.)

ROYAUME DE NAPLES.

Brindes, le 23 décembre.

Une polacre, sous pavillon russe, étant sortie, ces jours derniers, du port, avec un chargement

INTÉRIEUR.

Paris, le 18 janvier.

de blé pour Civita-Vecchia, fut prise par un bâtiment anglais qui mit sur son bord huit matelots, avec ordre de la conduire à Malte. Mais le patron russe, par un mouvement de patriotisme et d'indignation, pratiqua secrètement une ouverture dans la polacre, de manière qu'après un court trajet, elle faisait eau de toutes parts, et était près d'être submergée. Alors Anglais et Russes abandonnant la prise, se jetèrent dans un petit bateau, et eurent le bonheur de rencontrer un bâtiment autrichien qui les recueillit et les mit à terre à Raguse. (Journal de l'Empire.)

ETAT ROMAIN.

Ancone, le 3 janvier.

Déjà nous apercevons ici les heureux effets du décret impérial du 17 décembre, relatif au commerce avec l'Angleterre; il regne la plus grande activité dans notre port. M. Passano, armateur français, a équipé dernièrement deux corsaires qui, malgré l'absence d'une partie des équipages, ont mis à la voile au bout de deux jours. Déjà trois gros bâtiments, venant de Messine, Trapani et Syracuse, chargés de sel, de cotons, de laines, de café, de raisins secs, etc., sont entrés à Ancone. Un quatrième bâtiment, capturé par les mêmes corsaires, est, à ce qu'il paraît, retenu par les vents contraires, dans un port de Dalmatie. C'est le même armateur, M. Passano, qui, en 1806, ravitailla, à la vue de l'escadre anglaise, les îles de Tremiti; il s'était aussi signalé au siège d'Ancone. (Gazette de France.)

SUISSE.

Lausanne, le 12 janvier.

Le petit-conseil a vu avec indignation que deux soldats déserteurs des régiments capitulés avec la France, qui dernièrement se sont faits assassins de grande route, se soient donnés pour être du canton du Tesin. On a vérifié, par les recherches les plus exactes, que ces individus n'ont point été enrôlés dans ce canton, et n'appartiennent nullement aux communes dont ils ont dit être originaires. Ce sont par conséquent deux étrangers, qui, au moyen de faux certificats, seront parvenus à surprendre ailleurs les autorités chargées du recrutement pour la France.

Par ordre du petit-conseil, le présent avis sera rendu public, afin qu'on ne puisse imputer aux citoyens de ce canton la honte d'abandonner les illustres drapeaux de notre médiateur et allié, pour s'adonner à l'infâme métier d'assassin. (Journal de l'Empire.)

Zurich, le 31 décembre.

M. le bourguemestre Sarasin et M. le conseiller Hitzel, après avoir tenté tous les moyens possibles de conciliation entre le canton de Berne et celui de Fribourg, ce dernier s'y étant constamment refusé, il ne leur est plus resté d'autre devoir à remplir que celui de faire exécuter, conformément à leur instruction, le jugement de la dernière diète. Ils ont dégagé les habitants des deux hameaux en litige du serment qu'ils avaient prêté au gouvernement de Fribourg, et ont remis à MM. les députés bernois le titre qui déclare lesdits hameaux ressortissants de la souveraineté du canton de Berne. (Journal de Francfort.)

ANGLETERRE.

Londres, le 2 janvier.

Nous avons le chagrin d'apprendre la perte de la frégate de S. M. l'Anson, sur la côte de Cornwall. Le capitaine, son premier lieutenant et environ 150 hommes de l'équipage ont péri. Voici les détails qui nous sont transmis de Falmouth, en date du 29 décembre:

« C'est avec peine que je vous annonce la perte du vaisseau de S. M. l'Anson à Port-Reath, près du Cap-Lézard. Jusqu'à présent, nous ne connaissions que le second lieutenant qui soit parvenu à se sauver; on ne sait pas le nombre des matelots qui ont péri, et ceux qui ont gagné la terre ont déserté. Cette frégate était partie d'ici le 24, et S. M. n'avait pas à son service une plus belle frégate, ni un meilleur équipage. La tempête de la nuit dernière nous annonce de nouveaux désastres, et quoiqu'un seul vaisseau, un américain détenu, ait éprouvé quelque dommage dans notre port, sans doute il y en aura eu de plus considérables sur la côte de l'ouest et du nord de ce comté. » (Morning-Post.)

Du 11 janvier.

Le gouvernement s'est occupé avec beaucoup de soin de faire passer des grains en Irlande où la disette jointe à l'extrême mécontentement qui règne dans cette partie de l'Empire, faisait craindre des résultats fâcheux. La dernière récolte y a été remarquablement mauvaise, et déjà plusieurs fois le peuple des campagnes avait menacé de venir à Dublin, siège du gouvernement, pour y conquérir du pain (to conquer some bread). (British-Press.)

Par arrêt de la cour de justice spéciale du département des Basses-Pyrénées, le nommé Guillaume Trenqualle, cultivateur, de la commune de l'Assarade, canton de Plaisance, département du Gers, a été condamné, le 4 décembre, à huit années de fers, à la flétrissure et aux dépens du procès, pour fabrication de faux congés de corps.

La cour de justice criminelle spéciale du département du Lot, a condamné, par arrêt du 22 décembre 1807, à huit ans de fers, à la flétrissure, à six heures d'exposition et aux frais, le nommé François Lartet, de la commune de la Barthe, arrondissement de Montauban, convaincu d'avoir délivré, à prix d'argent, de faux passeports à des conscrits, dans la vue de les soustraire à leur destination.

Le nommé Augier, cabaretier à Marseille, convaincu d'escroqueries en matières de conscription, a été condamné, le 25 novembre 1807, par jugement du tribunal de police correctionnelle de cette ville, à 5000 fr. d'amende, à deux ans d'emprisonnement, à la restitution des sommes escroquées et aux frais de la procédure.

DECRETS IMPERIAUX.

Rapport à S. M. l'EMPEREUR ET ROI sur l'octroi de Marseille.

SIRE,

En vertu du décret rendu par Votre Majesté le 29 octobre dernier, et conformément à celui du 19 juin 1806, le grand-juge ministre de la justice, a interrogé les membres du conseil de préfecture du département des Bouches-du-Rhône, dans les séances des 13, 17 et 20 novembre.

L'interrogatoire a eu lieu en présence de la commission; il a porté sur deux points: 1^o l'avis donné par le conseil de préfecture le 27 mars 1807, sur le résiliement du bail de l'octroi de Marseille; 2^o la décision du 3 mars 1806, sur beaucoup de points contentieux entre cette commune et les régisseurs de l'octroi.

Quant au résiliement, on reprochait au conseil de préfecture d'être intervenu dans une affaire qui n'était point de sa compétence, et d'avoir en tout cas différé à donner son avis du 10 octobre 1806, époque à laquelle le résiliement se trouvait consenti par les parties intéressées jusqu'au 27 mars 1807.

La justification du conseil de préfecture a été complète sur ce point. Les membres inculpés ont produit deux lettres, dont la commission n'avait pas eu de connaissance lors de son premier rapport; la première du conseiller-d'Etat, directeur-général des droits réunis, ayant le département des octrois, datée du 2 mars 1807, adressée au préfet du département des Bouches-du-Rhône, et annonçant que le ministre des finances avait décidé que le projet de résiliement serait mis sous les yeux du conseil de préfecture, pour en obtenir une opinion motivée. La seconde du préfet du département, adressée au conseil de préfecture, lui annonçant le renvoi de cette affaire et portant la date du 17 mars.

Le conseil de préfecture se trouvait par les ordres portés dans les lettres et par leur date, entièrement justifié, et de son intervention dans une affaire qui n'était pas dans ses attributions ordinaires, et de la lenteur qu'il paraissait avoir mise à donner un avis, à la formation duquel il n'avait effectivement consacré que l'intervalle de dix jours.

Les membres du conseil de préfecture n'ont pas été aussi heureux dans ce qui concerne leur décision du 3 mars 1807; et si leurs réponses ont pu prouver la bonne foi qui y avait présidé, elles n'en ont point détruit l'injustice dans la plus grande et la plus importante partie de ses dispositions.

La commission, tout en rendant hommage à la droiture de leurs intentions, n'en persiste pas moins à penser que cette décision est contraire aux principes, et à en proposer la réformation.

Avant d'entrer dans la discussion du fond du jugement du 3 mars, il nous est nécessaire de nous arrêter un instant sur une circonstance qui n'en concerne que la forme.

Quelle que fût dans le fond la nature des dispositions de ce jugement, on pouvait toujours reprocher aux membres du conseil de préfecture de l'avoir rendu sans entendre la commune, car il est constant, par l'aveu même de ces fonctionnaires, que la commune n'a eu communication ni des observations des régisseurs sur la délibération du conseil municipal du 12 novembre 1806, ni du rapport du directeur des droits réunis, qui, à une très-légère modification près, était parfaitement dans le sens des régisseurs.

Les membres du conseil de préfecture ont fait observer à ce sujet que le conseil avait été saisi le 12 février 1807 de la contestation existante entre les régisseurs et la commune, par l'envoi des pièces de l'instruction que leur avait fait le préfet;

Que ces pièces consistaient principalement dans la délibération de la commune du 12 novembre 1806, dans le mémoire des régisseurs de l'octroi du 29 décembre même année, dans l'avis du directeur des droits réunis sur chacun des points contestés;

Qu'ayant présumé que les contestations nécessaires avaient précédé le renvoi de la contestation au conseil, ils avaient dû penser que tous les éléments de l'instruction étaient réunis dans les formes convenables;

Qu'ils n'avaient en conséquence donné communication des pièces qui leur avaient été remises par le préfet, ni au conseil de la commune, ni aux régisseurs, et qu'aucune règle de procédure n'arrêtant leur marche par une disposition positive, ils ne s'étaient occupés que de rendre leur jugement sur des questions qui leur paraissaient avoir été soumises à la discussion la plus approfondie et la plus régulière.

Cette réponse, SIRE, qui, sous le rapport de la bonne foi, peut servir, comme nous l'avons observé, à la justification personnelle des prévenus, peut aussi donner lieu à faire établir par le conseil de V. M. une forme simple et précise de procédure qui règle la marche des affaires contentieuses par-devant le conseil de préfecture, et qui prévienne, dans tout autre cas, l'inconvénient dont la commune de Marseille n'a eu que trop le droit de se plaindre, parce qu'enfin il est vrai que, malgré la bonne foi de ses juges, cette commune s'est trouvée jugée sans avoir connu les moyens de défense de ses adversaires.

C'est maintenant l'examen du fond de ce jugement qui va occuper l'attention de V. M.

Les régisseurs, en présentant les comptes du dernier trimestre de l'an 12 et de la totalité de l'an 13, avaient établi deux espèces de dépenses, ordinaires et extraordinaires; la commune rejetait toutes les dépenses extraordinaires; quant aux dépenses ordinaires, elle se croyait en droit d'en discuter l'utilité, et d'après cette base, de les admettre, de les réduire ou de les rejeter; car le ministre des finances n'avait alloué aux régisseurs, pour les frais de perception, que le maximum de la somme de 160,000 fr., à la charge d'en rendre un compte exact et fidèle.

En donnant son avis sur tous les objets de ces contestations, la commission ne partagera pas toujours les opinions de la commune.

Nous allons indiquer quels sont, dans le compte des régisseurs, les articles que l'on doit entièrement supprimer, ceux que l'on doit passer dans le compte des frais ordinaires, ceux qui peuvent être susceptibles de réduction, ceux enfin qui, quoique contestés par la commune, doivent être conservés; nous verrons quelle a été, sur chacun de ces articles, l'opinion du conseil de préfecture, les motifs qui l'ont dirigé, ceux qui peuvent prouver la bonne foi de sa décision sur les articles dont nous proposerons la réforme.

Nous finirons par quelques observations sur le mode de compte présenté par les régisseurs, du produit d'entrepôt, sur la prétention d'élever le maximum des 160,000 fr. qui leur sont allouées pour frais de régie à 12 pour cent sur la totalité de la recette, sur la contrebande extraordinaire qu'ils ont alléguée.

ARTICLES A SUPPRIMER.

1^o. Frais d'enregistrement du bail.

2^o. Frais d'enregistrement du cautionnement en immeubles fourni par les régisseurs.

La commune a varié sur ces points. Dans sa délibération du 17 septembre 1806, elle avait rejeté ces articles; dans la délibération du 12 novembre, elle les a admis à condition que les faire figurer dans le compte des frais généraux. Le conseil de préfecture a déclaré que trois quarts de ces frais seraient à la charge de la commune, en sus des frais généraux; la commission ne partage ni le second avis de la commune, ni l'opinion du conseil de préfecture; elle croit que les frais d'enregistrement du bail et du cautionnement doivent être dans leur totalité, à la charge des régisseurs.

Le cahier des charges imposait aux régisseurs deux obligations différentes:

Il était dit à l'article 8: Que les frais d'enregistrement, tant du procès-verbal d'adjudication que de l'acte de cautionnement, demeurent à la charge des régisseurs.

L'article 9 mettait également à leur charge tous les frais relatifs à la régie et à la perception de l'octroi.

Ces deux genres de dépenses se trouvant si soigneusement distingués, l'obligation de faire les uns, ne s'identifiait pas, sans doute, avec l'obligation de faire les autres: encore moins ces deux obligations pouvaient paraître contradictoires; les régisseurs devaient supporter:

1°. Tous les frais préparatoires d'enregistrement;

2°. Tous les frais courants de régie.

L'arrêté du 1^{er} prairial an 12, changea la régie pure et simple en régie intéressée.

Le ministre des finances porta dans cet arrêté les frais de régie à 160,000 fr.

Il ne parla pas des frais d'enregistrement; il fit plus, il confirma toutes les dispositions du cahier des charges, qui n'étaient point contraires aux dispositions de son arrêté.

La fixation à 160,000 fr. ne portait donc littéralement que sur les frais de régie, et cette modification ne pouvait concerner que l'article 9 du cahier des charges, parce que c'était le seul qui parlât de ces frais.

L'art. 8 qui était relatif aux frais d'enregistrement restait donc intact, et ne se trouvant point en contradiction avec l'article 9, ni avec la modification adoptée par le ministre sur cet article, se trouvait encore confirmé par l'arrêté même du ministre.

Ce raisonnement qui paraît sans réplique sert à démontrer : 1° que les frais d'enregistrement ne peuvent point être accordés aux régisseurs, comme frais extraordinaires, parce qu'il s'agit d'une dépense qui est expressément stipulée dans le cahier des charges; 2° que l'on ne doit pas non plus passer les frais dans le compte des dépenses ordinaires à la charge de la régie, parce que les régisseurs sont obligés de supporter les frais d'enregistrement indépendamment et en sus des frais généraux.

3°. Intérêt sur la mise de fonds résultant des frais précédents et de paiement anticipé d'un mois de loyer, rejeté par la commune.

Accordé par le conseil de préfecture à cinq pour cent.

Si les régisseurs étaient obligés par l'article 8 du cahier des charges de supporter la totalité des frais d'enregistrement, ils n'étaient pas moins tenus, en vertu de l'article 12, qui se trouvait confirmé par l'arrêté du ministre, de payer un mois d'avance du prix fixe d'un million cent cinquante mille francs; dès-lors il était absurde de demander des intérêts sur des sommes dont on était soi-même débiteur.

4°. Indemnité de trois pour cent pour le cautionnement en immeubles.

Rejetée par la commune.

Accordée par le conseil de préfecture.

Les motifs qui ont déterminé la commission à proposer la suppression des articles précédents, se reproduisent ici en vertu de l'article 16 du cahier des charges qui, indépendamment des obligations portées aux articles 8 et 9, impose aux régisseurs le devoir de fournir, à leurs frais, un cautionnement en immeubles.

5°. Traitement de 10,000 fr. par an à chacun des deux régisseurs.

Rejeté par la commune.

Accordé par le conseil de préfecture.

Aucune condition du bail n'autorise ce traitement; les régisseurs étaient eux-mêmes les adjudicataires à un prix fixe et avec un droit de partage sur les bénéfices; en voulant même les regarder comme des associés-gérans d'une entreprise commune, comment pourraient-ils réclamer une indemnité qui n'est point stipulée dans l'acte d'association? Le salaire de leur gestion est compris dans la chance du bénéfice. L'usage vient ici à l'appui du raisonnement, car dans les régies intéressées, qui sont très communes en France, aucun traitement n'est accordé aux régisseurs.

ARTICLES À PASSER DANS LE COMPTE DES FRAIS GÉNÉRAUX.

1°. Frais d'entrepôt.

2°. Somme de 600 fr. payée au commandant du fort Saint-Nicolas, pour la conservation d'une baraque dont l'existence était nécessaire pour le service de l'octroi.

3°. Traitement de 1000 fr. à quatre préposés, en raison de 500 fr. chacun pour six mois de service au chemin nouveau de Saint-Geniez.

Le conseil de préfecture a rejeté la demande de la commune, qui n'admettait ces frais que dans le compte des dépenses générales; il en a alloué le montant aux régisseurs en frais extraordinaires. La commission a pensé que la demande de la commune était juste.

Et d'abord, quant à la dépense relative à la baraque et aux quatre préposés, il paraît hors de doute que ces deux articles de dépenses s'étaient trouvés nécessaires pour assurer la perception, c'était dans la somme allouée aux frais de perception, que les régisseurs devaient chercher leur indemnité.

Mais il est du devoir de la commission d'entrer sous un autre rapport, dans quelque détail ultérieur relativement à la baraque du fort Saint-Nicolas.

Cette baraque couvre un poste important. Elle se trouve effectivement adossée au fort Saint-Nicolas, mais l'établissement n'en était pas nouveau; les régisseurs en furent mis en possession le 1^{er} messidor an 12, époque du commencement de leur bail.

Le 14 thermidor, le commandant du fort prétendit avoir le droit d'en ordonner la démolition, et suivant l'allégation des régisseurs qui n'est point contredite par la commune, il ne consentit à transiger sur la conservation de ce poste, que moyennant la somme de 600 fr. par an, dont le premier paiement paraît avéré.

S'il est juste, SIRE, que les régisseurs soient remboursés de cette somme, parce que la commune reconnaît elle-même qu'en la payant ils n'ont fait qu'agir dans l'intérêt commun et se soumettre à la force, ne serait-il pas juste aussi que le commandant remboursât à son tour la régie? Car enfin, ou la baraque ne pouvait pas exister d'après les ordonnances militaires, et dans ce cas elle devait être démolie; ou ces ordonnances ne condamnaient pas l'existence d'un poste si avantageux à la commune, et alors le commandant du fort ne pouvait pas mettre un prix à la conservation de ce poste.

La question relative aux frais d'entrepôt présente, sous le rapport de l'intérêt de la commune, une bien plus grande importance.

Le produit de cet établissement est une branche de la recette générale, confiée aux régisseurs en régie intéressée.

Cela est si vrai que l'article 5 du cahier des charges, leur conserve le droit de se faire indemniser à l'expiration du bail par les fermiers entrant, du montant des droits non échus et non liquidés à cette époque; et cela est si vrai dans le sens même des régisseurs, qu'ils ont passé dans le compte des trois mois de l'an 12, la somme de 166 fr. 59 c., produit net de l'entrepôt partageable entre eux et la commune.

Si le produit de l'entrepôt est donc une branche de perception générale, si tous les frais de perception sont à la charge des régisseurs, si tous ces frais doivent être pris sur le maximum de la somme de 160,000 fr., il était injuste de leur accorder le remboursement des frais d'entrepôt, indépendamment et en sus de la somme affectée aux dépenses ordinaires; et la demande subsidiairement formée par la commune, que les régisseurs soient tenus de passer en recette le produit brut d'entrepôt, n'est qu'une conséquence nécessaire de ce principe.

ARTICLE À RÉDUIRE.

Loyer du bureau de régie demandé par les régisseurs à raison de 3600 fr. par an.

Réduit par la commune à 1200 fr.

Alloué par le conseil de préfecture conformément à la demande des régisseurs.

Il est constant que le loyer du bureau de régie n'a coûté, dans les trois mois de l'an 12, que 300 fr., ce qui donne pour l'année la somme de 1200 fr.

Cette dépense est la seule qui puisse figurer dans les frais de régie.

Porter cette somme au triple, comme les régisseurs l'ont prétendu, en raison du logement personnel de chacun des deux régisseurs, dans lequel on a établi le bureau de la recette générale des droits réunis, dont l'un d'eux est chargé, ce serait agir d'une manière d'autant plus arbitraire que ne pouvant être justifiée par le cahier des charges, elle ne saurait l'être non plus par les usages reçus dans les régies intéressées.

ARTICLES À CONSERVER.

1°. Traitement d'un caissier à 6000 fr., que la commune réduit à 3000.

2°. Idem d'un inspecteur à 2400 fr., que la commune réduit à 2000.

3°. Idem d'un chef de bureau à 2400 fr., que la commune réduit à 2000.

4°. Idem d'un chef du contentieux à raison de 3000 fr., que la commune rejette dans sa totalité.

La commission n'a point de données suffisantes pour prononcer si le traitement du caissier, de l'inspecteur en chef et du chef du bureau ont été réellement fixés au-delà des bornes d'une juste économie; et cette incertitude suffirait seule pour éloigner de l'idée de toute réduction; mais il y a des motifs de considération et de convenance qui pourraient en tout cas suppléer ici la justice.

La dépense de ces traitemens a été faite de bonne-foi, les régisseurs ont agi dans l'intérêt de la commune, comme dans le leur; quant à leur intérêt, ils en avaient un à diminuer la masse des traitemens, parce que c'était augmenter en proportion celle des bénéfices, et il paraît d'autant plus équitable de ne point réduire ces traitemens, qu'un caissier est un homme de confiance qui doit être salarié d'après l'étendue de sa responsabilité; que la commune elle-même avait consenti, dans sa délibération du 12 novembre 1806, d'abandonner aux régisseurs une somme de plus de 13,000 fr., excédent calculé sur les dépenses générales, pour tout ce qu'ils pourraient avoir payé à titre de loyer ou de traitement d'employés, au-delà des sommes accordées par cette même délibération.

Le traitement de 3000 fr. accordé à un chef du contentieux est susceptible des mêmes ré-

flexions; il paraît, en outre, que ce traitement était utile. Le sieur Giraud, qui en a été gratifié, ancien directeur de l'octroi, parfaitement instruit de la marche des réglemens et des droits de cette administration, devenait naturellement le conseil des régisseurs, et il pouvait, dans sa qualité de chef du contentieux, ou arrêter des poursuites inconsidérées, ou en indiquer de légitimes, ou conseiller de transiger sur les douteuses, à l'avantage commun de la ville et des régisseurs.

L'aperçu simple et fidèle que la commission vient de fournir à Votre Majesté, des objets contestés entre la commune et les régisseurs, jette tout le jour nécessaire sur la marche du conseil de préfecture qui les a jugés.

Ce conseil a cru pouvoir admettre, au préjudice de la commune, plusieurs articles réclamés par les régisseurs, à titre de frais extraordinaires, malgré les dispositions assez claires de leur traité: tels sont les frais d'enregistrement, la somme payée pour la baraque Saint-Nicolas, le traitement des préposés du chemin nouveau de Saint-Geniez, les frais d'entrepôts.

Il a cru devoir admettre jusqu'à concurrence de la somme allouée aux régisseurs pour frais généraux, toutes les dépenses dont la réalité n'était pas contestée, sans reconnaître à la commune le droit de les discuter, de les rejeter ou de les réduire, malgré l'arrêté du ministre des finances, qui impose aux régisseurs l'obligation de rendre un compte exact et fidèle de la somme qui leur était accordée pour frais de régie.

Tels sont les articles concernant l'intérêt sur la mise de fonds, l'indemnité pour le cautionnement en immeubles, le traitement des régisseurs, le loyer du bureau de régie.

Mais quels ont donc été les motifs de la décision du conseil de préfecture, dans les dispositions qui contrarient le traité ou l'arrêté du ministre; et comment la bonne foi de ces juges, indépendamment de cette présomption favorable dont la loi pourrait les couvrir, se trouve-t-elle établie?

C'est, en effet, sur ces points que l'attention particulière de la commission devait encore se porter.

Une lettre du conseiller-d'état, directeur-général des droits réunis, en date du 6 janvier 1807, relative aux frais d'enregistrement; une circulaire du même administrateur sur les frais d'entrepôt, en date du 6 fructidor an 13; un rapport du directeur des droits réunis de Marseille, en date du 7 février 1807, qui accueillait les demandes des régisseurs pour leurs prétendus frais extraordinaires; la prévention formellement, quoiqu'un mal-à-propos établie, que l'arrêté du 1^{er} prairial an 12, avait changé la forme pure et simple en régie intéressée, le cahier des charges préexistants ne devait plus recevoir une exécution rigoureuse; telles ont été les causes du jugement du conseil de préfecture, dans les articles qui concernent ces objets.

Et quant aux dépenses générales de la régie, le conseil de préfecture a pensé que la somme de 160,000 fr. accordée par le ministre des finances, ne constituait qu'une espèce d'abonnement sur lequel il était permis aux régisseurs de prendre tous les frais qu'ils auraient cru nécessaires pour l'administration de la régie et dans la somme qu'ils auraient jugée convenable à la charge seulement d'en justifier l'emploi; et il faut convenir que le rapport du directeur des droits réunis, approuvant la demande des régisseurs, était bien fait pour confirmer le conseil dans son opinion.

Il était cependant bien facile de prouver aux membres inculpés, que les seuls guides qu'ils devaient suivre dans leur jugement, étaient le cahier des charges et l'arrêté du ministre, qui renfermaient toutes les obligations et tous les droits des parties; il n'était pas plus difficile de les convaincre que le conseiller-d'état directeur-général des droits réunis, tout en disant, dans la lettre du 6 février 1807, que la commune ne devait entrer que pour les trois-quarts dans les frais d'enregistrement, soumettait expressément la question à l'examen du conseil de la commune dont il demandait les observations, conjointement à l'avis du préfet; et que par conséquent, il était bien loin de vouloir influencer la décision du conseil de préfecture, ou de porter lui-même un jugement qui excédait les bornes de sa compétence; il n'était pas moins évident que la circulaire de ce même directeur-général, en date du 6 fructidor an 13, concernant le prélèvement des frais d'entrepôt sur le produit de cet établissement, n'entendait pas, et ne pouvait pas détruire, au préjudice de la commune, une stipulation différente qui préexistait depuis long-temps, et qui était le résultat du consentement des parties, et qui n'était pas inconciliable d'ailleurs avec la décision du directeur-général.

Il paraissait d'ailleurs impossible d'allier l'idée d'un abonnement pour les 160,000 fr. aux régisseurs, à titre de frais de perception, à celle du devoir qui leur était imposé de rendre un compte exact et fidèle de cette même somme, dont l'excédent, s'il en fut résulté, devait entrer en partage de bénéfice, d'après cette même lettre

du directeur-général des droits réunis, en date du 1^{er} prairial an 12, que les régisseurs invoquaient sous un autre rapport, et que le conseil de préfecture avait sous les yeux.

Et il était enfin démontré que les régisseurs ne pouvaient tirer aucun avantage du changement de la ferme en régie intéressée, dès qu'ils avaient été invités à accepter ce changement, ou à s'y refuser, et qu'ils avaient librement consenti toutes les nouvelles conditions, et toutes celles du cahier des charges qui n'étaient pas abrogées par l'arrêté du ministre.

Tout cela, SIRE, prouve bien en effet l'injustice de la décision du conseil de préfecture dans les articles que nous venons d'indiquer; mais il n'en est pas moins vrai que le directeur-général des droits réunis avait annoncé une manière de voir qui, sous le rapport des frais d'enregistrement, était favorable aux régisseurs; que quant aux frais d'entrepôt, la circulation du 6 fructidor an 13, de ce même directeur, pouvait, par sa généralité, donner lieu à quelque espèce d'équivoque, et qu'enfin le directeur des droits réunis, à Marseille, avait trouvé justes les demandes des régisseurs à un degré plus favorable encore qu'elles ne l'avaient paru au conseil: circonstance que les membres inculpés n'ont pas manqué de mettre en avant; et cette circonstance se vérifiait en effet sur un point, sur l'intérêt de la mise des fonds qui, accordé par le directeur des droits réunis à 6 pour cent, avait été réduit à cinq dans la décision du 3 mars.

C'est d'après ces faits et ces observations que la commission a pensé que le conseil de préfecture s'était abandonné sans doute avec beaucoup trop de confiance à des raisonnemens et à des guides qui l'ont égaré; mais que l'injustice de son jugement n'en exclut pas la bonne foi, et ne doit être considérée que comme une des erreurs involontaires dont l'homme impartial n'est pas toujours à couvert, et dont les membres inculpés ont subi la peine par l'exécution du décret impérial qui a assujéti leur conduite à la publicité solennelle de cette discussion.

Deux questions restent encore à examiner, que le conseil de préfecture prétend n'avoir point jugées, et sur lesquelles, en tout cas, il est important de statuer.

La première de ces questions est relative à la forme dans laquelle les régisseurs ont présenté le compte du produit d'entrepôt. Ce compte ne consiste, comme nous avons eu l'honneur de le faire remarquer à Votre Majesté dans notre premier rapport, que dans les présentations d'une somme de produit net ou d'un excédent de frais. La commune a vainement réclamé les éclaircissemens nécessaires; les membres du conseil de préfecture, en approuvant les comptes des régisseurs, en ont implicitement approuvé la forme, même dans la partie contestée; mais ils ont persisté à soutenir qu'ils avaient regardé cette question comme purement administrative, et qu'ils n'avaient point cru devoir la juger. Quoiqu'il en soit de cette allégation, qui, au fond, ne serait point admissible, nous proposons toujours de déclarer en principe que la commune a le droit d'exiger des régisseurs tous les renseignemens qu'elle croit nécessaires pour vérifier chaque partie de leurs comptes, et que les régisseurs, auxquels l'arrêté du 1^{er} prairial an 12 a imposé le devoir d'inscrire toute la recette sur des registres détaillés et à talon, ne sauraient se soustraire à l'accomplissement de ce devoir, sous le prétexte aussi injuste qu'insignifiant, que le dépouillement des pièces relatives au compte d'entrepôt entraînerait un travail long, difficile et pénible.

La seconde question a pour objet la prétention élevée par les régisseurs, de porter à douze pour cent sur la totalité de la recette, la somme de 160,000 fr. accordée par le ministre pour le maximum des frais de régie.

S'il est vrai de dire que le conseil de préfecture, dans un des considérans qui précèdent le dispositif de sa décision, a énoncé que le jugement de cette question appartenait au préfet, en vertu d'une lettre du directeur-général des droits réunis, datée du 1^{er} prairial an 12, il n'en est pas moins constant que le dispositif de cette décision porte l'approbation générale des comptes des régisseurs, sauf quelques modifications dont aucune n'est relative aux douze pour cent formellement demandés dans ces comptes; mais quoi qu'il en soit aussi de cette espèce de discussion, la commission pense qu'il est également juste de statuer en principe que le maximum des frais de régie doit demeurer fixé à la somme de cent soixante mille francs.

La prétention des régisseurs ne repose que sur un bien faible fondement; la lettre du directeur-général des droits réunis, qui annonçait au préfet le changement de la ferme de l'octroi en régie intéressée, porte en effet que si les adjudicataires appelés à donner leur adhésion au changement, avaient trouvé insuffisante la somme de 160,000 fr. pour frais de régie, le préfet aurait pu juger s'il était convenable de la porter jusqu'au maximum de douze pour cent sur la recette générale.

La commission cependant est demeurée convaincue que la décision du préfet devait nécessairement précéder l'acceptation du traité, que cette acceptation une fois donnée, le directeur-général n'avait pas eu l'intention, comme il n'en avait pas le pouvoir, de déléguer au préfet un droit quelconque de juger; que le conseil de préfecture était le seul investi de la juridiction nécessaire pour prononcer dans les contestations qui auraient pu s'élever entre la commune et les régisseurs; et que, au surplus, les régisseurs n'ayant point réclamé, le préfet n'ayant rien décidé avant leur adhésion au traité, toutes les clauses et conditions exigées par le ministre se trouvant acceptées, le pouvoir éventuel du préfet était naturellement expiré.

Si Votre Majesté adopte ces principes; si elle honore de son approbation les différentes observations que la commission lui a soumises sur chaque partie de la décision du conseil de préfecture, ces observations et ces principes ne s'appliqueront pas seulement au compte du dernier trimestre de l'an 12 et de la totalité de l'an 13, mais ils serviront aussi de régulateur à tous les comptes que les régisseurs ont dû ultérieurement présenter jusqu'au 22 septembre 1807, époque où leur gestion a cessé, et qui n'ont point été le sujet de la décision du 3 mars.

En finissant son travail, la commission ne dira qu'un mot sur la contrebande extraordinaire qui paraît avoir existé pendant la gestion de ces régisseurs. Si l'on s'en rapporte aux renseignemens donnés par le maire de Marseille au ministre de l'intérieur, cette contrebande n'aurait existé que trop au préjudice de la commune. La consommation des articles les plus importants se trouvait réduite presque de la moitié, comme nous l'avons annoncé dans notre premier rapport; mais il est impossible à la commission de juger si cette contrebande a existé, quelle en a été l'étendue, ni de remonter à la source. Elle ne peut rien dire à V. M. sur la négligence imputée formellement, ni sur les torts plus graves implicitement reprochés aux régisseurs, contre lesquels aucune preuve n'est produite.

Cette contrebande a-t-elle tourné à leur avantage par une complicité criminelle? A-t-elle réellement existé dans un degré aussi fort que les calculs de la commune paraissent l'indiquer? La différence dans les consommations ne doit-elle être attribuée qu'à la stagnation du commerce et à la diminution de la population de la ville? Ce sont des questions, SIRE, qui seraient nécessaires à examiner, après avoir constaté les faits, et qu'un commissaire spécialement chargé de se transporter sur les lieux, de compulser les registres, de recueillir toutes les lumières, pourrait seul vérifier: cette vérification servirait dès lors à faire éclater la vérité, à compléter les mesures que la sagesse de V. M. jugerait convenable de prendre sur la totalité de cette importante affaire, et peut-être aussi sur l'organisation définitive d'une branche si considérable du revenu de la commune de Marseille.

En attendant, SIRE, si l'opinion de la commission, sur la décision du 3 mars, est adoptée, cette commune se trouvera créancière des régisseurs, de sommes assez considérables: elles sont détaillées dans le tableau que la commission joint à son rapport.

Les régisseurs pourraient alors paraître constitués dans une perte assez forte; cette perte, qui, n'étant que simplement présumée, leur a valu peut-être quelque condescendance de la part des autorités qui ont pris connaissance de leurs contestations avec la commune, ne saurait être appréciée qu'après la discussion régulière du compte d'entrepôt, et la vérification légitime de l'existence d'une contrebande extraordinaire qui n'aurait point tourné à leur profit; et même dans ce cas, la rigueur des principes, la justice exacte que l'on doit à la commune, leur imposeraient encore l'obligation de supporter des sacrifices qui ne seraient que les suites d'un contrat aléatoire; mais ils pourraient acquiescer quelque titre à l'indulgence de V. M.

Nous avons l'honneur d'être avec le plus profond respect,

SIRE,

De Votre Majesté Impériale et Royale,

Les très-humbles, très-obéissans et très-dévoués serviteurs et sujets,

Signé, TREILHARD, REGNAUD (de Saint-Jean-d'Angely) et CORVETTO.

Au Palais des Tuileries, le 16 janvier 1808.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN;

Vu les comptes rendus par les sieurs Barrois et Jeannet, ex-régisseurs de l'octroi de Marseille, relatifs à leur gestion durant le dernier trimestre de l'an 12, et pendant la totalité de l'an 13;

La délibération du conseil de la commune de Marseille, sur ces comptes, en date du 12 novembre 1806;

La réponse des sieurs Barrois et Jeannet relativement aux points contestés dans cette délibération, sous la date du 29 décembre 1806;

Le cahier des charges relatif à l'adjudication de l'octroi de la commune de Marseille, en date du 15 nivôse an 12;

L'arrêté du 1^{er} prairial an 12, de notre ministre des finances, relativement au changement de la ferme dudit octroi en régie intéressée.

La décision rendue le 3 mars par le conseil de préfecture du département des Bouches-du-Rhône;

Le rapport de la commission créée par notre décret du 19 octobre dernier,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1^{er}. La décision du 3 mars 1806, rendue par le conseil de préfecture du département des Bouches-du-Rhône, entre la commune de Marseille et les régisseurs de l'octroi de ladite commune, est annulée dans toutes les dispositions qui se trouveront contraires au présent décret.

2. Les demandes des régisseurs relatives à leur traitement personnel de 10,000 fr. chacun, à l'indemnité pour le cautionnement par eux fourni en immeubles, sont rejetées.

3. Les frais d'enregistrement du bail et de l'acte de cautionnement sont dans leur totalité à la charge personnelle des régisseurs.

4. Les sommes dépensées pour la conservation de la baraque du fort Saint-Nicolas, pour le traitement des préposés au nouveau chemin de Saint-Geniez, et pour la perception des droits d'entrepôt, seront prises sur la somme affectée aux frais généraux par notre ministre des finances, dans son arrêté du 1^{er} prairial an 12.

5. Le loyer du bureau de régie est fixé à 1,200 fr. par an, conformément à la demande de la commune.

6. La demande des régisseurs tendante à faire porter le maximum de la somme affectée par le ministre des finances aux frais généraux, au maximum de 12 pour cent sur la totalité de la recette, est rejetée.

7. Les Régisseurs sont tenus de fournir, sur le produit du droit d'entrepôt, un compte détaillé et muni des pièces justificatives.

8. Un commissaire nommé par notre ministre de l'intérieur, sera chargé de vérifier si les sommes perçues à titre d'entrepôt, sont les seules qui ont pu et dû être perçues d'après la quantité et la nature des marchandises consignées en entrepôt.

9. Ce commissaire est chargé en outre de vérifier l'existence, l'étendue et la cause de la contrebande alléguée par les régisseurs, et qui paraît avoir eu lieu dans la perception de l'octroi, et si les régisseurs sont à cet égard susceptibles de reproches, de négligence ou de complicité.

10. Il est également chargé de régler contradictoirement entre les régisseurs et la commune, et d'après les bases portées au présent décret, la comptabilité entière de la gestion desdits régisseurs, depuis le 1^{er} messidor an 12, époque de leur entrée en administration, jusqu'au 21 septembre 1807, époque de l'expiration de leur bail.

11. Les régisseurs sont tenus, à cet effet, de remettre au commissaire délégué toutes les pièces nécessaires et relatives à leur gestion.

12. La remise de ces pièces étant faite, les régisseurs seront mis en liberté; à la charge de donner caution, de se représenter toutes les fois qu'ils en seront requis par l'autorité compétente, jusqu'à la reddition et appuration définitive de leurs comptes.

13. Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé, NAPOLÉON.

Par l'Empereur,

Le ministre secrétaire d'Etat, signé, H. B. MARET.

COURS DU CHANGE

Bourse d'hier.

EFFETS PUBLICS.

Cinq p. j. du 22 sept. 1807.	86 fr. 50 c.
Idem. j. du 22 mars 1808.	83 fr. 80 c.
Rescriptions sur domaines.	92 fr. 50 c.
Rescript. pour rach. de rentes fonc.	fr. 100 c.
Idem. Non réclamées dans les dép.	fr. 100 c.
Act. de la B. de Fr.	1255 fr. 50 c.

Entreprises particulières.

Actions de la caisse des rentiers.	fr. 100 c.
Actions des ponts, j. du 1 ^{er} janv.	1157 fr. 50 c.
Actions des Fonderies de Vaucluse.	fr. 100 c.

De l'Imprimerie de H. AGASSE, rue des Poitevins, n° 6.